le prolétaire

bimensuel — parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du " Manifeste communiste " à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10me ANNEE — N° 125

17 avril - 30 avril 1972

LE NUMERO : 0,80 F

L'opportunisme au service du capital

L'opportunisme ouvrier, incarné aujourd'hui par le P. C. F., n'est que l'aile gauche de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ; son opposition au gouvernement (de caractère purement parlementaire) en fait un agent efficace et... bénévole du capitalisme et de son Etat ; dans les périodes de crise, il joue même le rôle de dernier rempart du Capital.

Dans la première phase de son pouvoir, la bourgeoisie ne bénéficiait pas d'une telle aide et elle dut mâter directement le prolétariat. Les nécessités de l'accumulation primitive et l'extorsion de la plus-value absolue (qui se traduisait par l'allongement de la journée de travail), conféraient alors aux revendications économiques du prolétariat un caractère subversif, en faisaient autant d'atteintes à la toute-puissance de l'Etat capitaliste.

La soumission réformiste du prolétariat à la bourgeoisie vint bientôt se substituer à cette soumission sans intermédiaire. Les progrès gigantesques de la productivité du travail, ainsi que le pillage des colonies, permirent au Capital d' « améliorer », toute proportion gardée, le sort des ouvriers, d'une partie d'entre eux tout au moins. L'idéologie politique de cette « aristocratie ouvrière », petite-bourgeoisie au sein du gros de la troupe ouvrière, c'est le réformisme, qui s'empresse de théoriser cette faculté de transformation, d'adaptation du capitalisme. Cela nous a valu des Kautsky aussi bien que des Thorez.

Nos contre-révolutionnaires d'aujourd'hui, dirigeants du P.C.F. ou de la C.G.T., reprennent simplement le programme jacobin de la bourgeoisie, qu'ils mettent au service de la grandeur de la France. Faisant de l'union populaire la panacée politique contre les monopoles malfaisants, ils renient les intérêts spécifiques, de classe, du prolétariat.

Actuellement, le capitalisme international accentue sa pression sur la classe ouvrière. La concurrence qui s'aiguise entre blocs monopoleurs et nations impérialistes, augmente du même coup la concurrence entre les ouvriers eux-mêmes, accentue leur exploitation et tend sans cesse à faire descendre le prix de la force de travail au-dessous de sa valeur. Le climat social se dégrade, selon l'euphémisme météorologique qu'emploie la bourgeoisie. Face à cette situation, produit direct du capitalisme, que propose le « grand parti de la classe ouvrière » ? Des campagnes pour le droit au travail, au savoir et au métier, dans lesquelles il embrigade la jeunesse ouvrière, et, pour régler au mieux les conflits, il se fait l'apôtre de la liberté du travail.

Il est bien exact que le « droit au travail » fut une revendication du mouvement ouvrier naissant ; c'est même **les armes à la main** que les prolétaires parisiens de 1848 l'exigeaient. Mais derrière cette formulation naïve, Marx mit en évidence le contenu révolutionnaire : « Le droit au travail est au sens » bourgeois un contresens, un désir » vain et pitoyable. Mais derrière le » droit au travail, il y le pouvoir » sur le Capital, derrière le pouvoir » sur le Capital, l'appropriation des » moyens de production, leur subor- » dination à la classe ouvrière asso- » ciée, c'est-à-dire la suppression » du s.lariat, du Capital, et de leurs » relations réciproques. »

Le P.C.F., lui, fondant le prolétariat dans la communauté nationale, le mobilise pour la défense du droit au **travail salarié,** c'est-à-dire pour le maintien et le renforcement de l'exploitation, des catégories professionnelles, des cloisonnements qu'impose la division capitaliste du travail, la hiérarchie des salaires et le leurre de la promotion sociale.

Revendiquer le droit au travail de cette façon bourgeoise, en ne se posant comme but final ni l'abolition du salariat ni la destruction de l'Etat qui garantit ce pouvoir du Capital sur la classe salariée, c'est maintenir cette dernière dans sa condition misérable de sans-réserve et la faire courir après une égalité utopique. Toutes les protestations légalitaires ou humanitaires des bourgeois (curés et staliniens) ne sont que paroles creuses face à cette machine impersonnelle qu'est le Capital, qui plie à ses désirs les fantoches qui voudraient le rendre docile. On verra à l'œuvre (on l'a déjà vu...) le P.C.F., avec ses prétentions d'assurer le « plein emploi » en conservant le travail salarié.

Le travail, c'est-à-dire la domination des forces naturelles, est certes un besoin humain, mais le travail salarié, spécifique du mode de production capitaliste, est comme lui historique, relatif, transitoire, et sera aboli par la dictature du prolétariat.

Quant à la liberté du travail, tout le monde sait que c'est la liberté de briser les grèves, de les brader, de briser l'unité de lutte du prolétariat. l'accord sur le droit syndical de décembre 1968, qu'il convient de rappeler, prévoit que si le syndicat a le pouvoir de décréter la grève, le droit syndical doit s'exercer dans le respect des droits et libertés garantis par la Constitution... et en particulier de la liberté individuelle de travailler.

L'actualité récente, la grève à Usinor - Dunkerque par exemple, illustre bien les effets de l'application de cet accord. Les bonzes de la C.G.T. bradent les revendications des plus défavorisés et les isolent en se faisant les porte-parole de l'aristocratie ouvrière ou de la maîtrise. Ils brisent ainsi la grève au nom de la liberté individuelle du travail ! On voit alors bonzes cégétistes et nervis jaunes réunis assaillir les piquets de grève, toujours au nom de la sacro-sainte liberté.

Les réformistes staliniens trahissent les principes élémentaires de la lutte de classe. Au lieu d'appeler les ouvriers à la solidarité de classe et d'utiliser ces périodes de rupture illégale du contrat de travail que pourraient être les grèves, ils divisent et cloisonnent et tentent de faire de la grève un jour férié prévu légalement par les conventions collectives.

Leur démocratie, leur unité et leur liberté individuelle sont réactionnaires. Ce ne sont pas elles qui unifieront le prolétariat autour de son parti, sur son programme, mais les multiples luttes qu'il ne cesse de mener, en rangs dispersés d'abord, puis en bataillons groupés autour de la bannière du communisme authentique.

Cette unité-là aura à abattre l'unité des opportunistes acharnés à défendre le Capital.

L'ASSASSINAT D'EL FERROL

Une fois de plus, la violence de l'Etat bourgeois s'est abattue sur le prolétariat en lutte : ce fut le tour des ouvriers d'El Ferrol, des chantiers navals de « Bazon ».

Le lourd tribut payé par ces ouvriers qui, pendant plusieurs jours, ont mené durement une grève pour refuser le misérable contrat collectif que l'entreprise voulait leur imposer — grève à laquelle se sont joints les ouvriers d' « Astano » et d'autres petites entreprises — s'est élevé, selon les déclaration de la police franquiste, à deux morts et quarante blessés, dont quatre atteints grièvement et seize légèrement.

Une fois de plus, l'indomptable et héroïque prolétariat espagnol a écrit une page glorieuse du martyrologe sanglant du prolétariat mondial en lutte contre l'ennemi de classe.

Une fois de plus, la véritable nature de l'Etat capitaliste, quelle qu'en soit la forme, fasciste ou démocratique, s'est révélée au plein jour.

Une fois de plus, les opportunistes et les renégats des soi-disant partis « communistes » et « socialistes » ont poussé de hauts cris, repris par les couches bâtardes de la petite et moyenne bourgeoisie, faisant appel à « toute l'opinion publique nationale et internationale », à « tous les démocrates et hommes de bonne volonté », pour « exiger » du régime du capital, représenté par le gouvernement franquiste, « responsabilités et respect de la Déclaration des Droits de l'Homme » !

Une fois de plus, l'opportuniste jette de la fumée aux yeux du prolétariat, en exploitant et orchestrant le profond sentiment de colère et de douleur que l'assassinat des ouvriers d' " El Ferrol " a fait naître dans toute la classe ouvrière, pour la dévier de ses propres objectifs de classe et pour mieux l'enchaîner au char de la bourgeoisie avec l'illusion que le renversement du franquisme et la restauration de la république à constitution démocratique résoudront ses problèmes.

Une fois de plus, les opportunistes appellent le prolétariat à développer et renforcer les alliances et accords avec le premier venu, indépendamment de sa position idéologique et classiste, et ils pleurnichent et implorent servilement les divers groupes et partis bourgeois pour qu'ils consentent à s'unir avec eux autour d'une table ronde pour élaborer « tous ensemble l'alternative démocratique que tout le peuple attend » !

Nous communistes révolutionnaires, répétons tout ce que nos maîtres et l'histoire nous ont démontré mille fois, c'est-à-dire que l'Etat est l'organisation de la classe dominante et que par conséquent, son rôle est de maintenir sous son talon de fer la classe ouvrière pour qu'elle produise conformément aux exigences des patrons et du système capitaliste en général. Prétendre réclamer de l'Etat bourgeois une justice pour la classe ouvrière signifie ne pas comprendre ou ne pas vouloir comprendre que l'unique justice possible dans le régime existant, quelle que soit sa forme, consiste à défendre les capitalistes et à écraser le prolétariat. Dans une société divisée en classes, dans laquelle une classe travaille et l'autre vit de ce travail, il est absurde et ignoble d'alimenter dans la classe opprimée l'illusion qu'il puisse

(Suite en page 4)

La Chine, la C. E. E. et l'impérialisme

Pour le marxisme, la politique extérieure constituc la continuation, le prolongement de la politique intérieure. La Chine, qui développe actuellement son capitalisme national, en détruisant les vieilles formes pré - capitalistes de son économie, en développant le marché intérieur et le salariat, n'échappe pas à la règle, quoiqu'en pensent tous les tenants de Pékin, qui confondent socialisme et accumulation du capital.

La Chine débouche dans l'arène internationale, alors que les places sont déjà occupées, et le gâteau sérieusement entamé. Aussi essaie-t-elle de briser la bipolarité instituée à Yalta, sans perdre une occasion d'ailleurs de conclure, « sur le tas », des accords épisodiques, qui ne visent qu'à satisfaire de sordides intérêts de nation bourgeoise (Pakistan, Ceylan, Soudan). Ainsi Pékin a-t-il fourni gracieusement à Mme Bandaranaike des armes pour écraser l'insurrection, et a suivi la même ligne en aidant Nemeiri à éliminer l'opposition stalinienne.

A présent, mettant en veilleuse ses anciennes critiques contre le révisionnisme khrouchtchévien de la Yougoslavie et de la Roumanie, elle s'efforce de détacher de la mère patrie soviétique ses satellites, que le développement de leur capitalisme national pousse à secouer le joug moscovite, et à remettre en cause leur insertion dans le Comecon, qui leur profite bien moins qu'à l'URSS.

De la même façon, la Chine courtise les jeunes Etats du Tiers - monde, d'Afrique et d'Amérique latine, qui cherchent à payer au moindre prix leur rapprochement économique, inévitable, avec les grandes métropoles. Ainsi "Pékin-Information " fait-il une large place, dans ses colonnes, à la « juste lutte » des pays producteurs de pétrole. Dans son numéro du 4 mars 1972, on peut lire : « Le gouvernement et le peuple iranien combattent pour défendre leurs intérêts économiques nationaux... La lutte pour la question du pétrole ne se borne pas aux pertes subies à la suite de la dévaluation du dollar. Les pays exportateurs de pétrole réclament le droit de partage dans l'exploitation, le financement, l'administration et la gestion de l'industrie et dans les profits. La lutte se poursuit ». Le soutien de Pékin à ces « justes luttes bourgeoises », et plus généralement, sa stratégie internationale, ne nous sont pas inconnues : elle est en politique extérieure ce qu'est à l'intérieur l'union populaire, ou l'anti-monopolisme : éternelle jérémiade de la petite-bourgeoisie opprimée par la grande, de la nation faible ou encore faible brimée par la grande puissance. Ah, si seulement le capitalisme pouvait exister... sans l'impérialisme, tous les pays pourraient coexister, c'est-à-dire commercer, pour le plus grand profit de chacun ! En fait, les Chinois mettent en cause l'impérialisme US comme peuvent le faire l'Allemagne ou le Japon, qui trouvent de leur côté que vingt-cinq ans d'hégémonie américaine, ça suffit, et que leur puissance actuelle mérite plus d'égards (économiques et politiques) que ne daigne leur en manifester l'oncle Sam.

Aussi n'est-on pas surpris que cette panacée petite-bourgeoise qu'est la remise en cause de la suprématie américaine, fasse des miracles dans le Tiers-monde du... Marché Commun. " Pékin - Information " nous apprend en effet que la constitution du Marché Commun est un coup porté aux U. S. A. et à l'U. R. S. S. : « (L'entrée de la G.B.) est un » nouveau pas franchi par les » pays ouest-européen pour » s'unir contre l'hégémonie des » USA en Europe occidentale... » La CEE constitue un sérieux » défi à l'hégémonie des U.S.A. » en Europe occidentale. »

Nous pourrions, en nous limitant à l'appréciation du rapport de force entre blocs capitalistes, trouver à redire à l'analyse que les Chinois font de l'élargissement de la CEE. Nous rappelerions (cf. « Où va le dollar », dans le N° 118 du Prolétaire) que le bel ordre international institué après 1945 à Yalta et Bretton-Words et consacrant l'hégémonie de la démocratie US sur le globe vient d'être pour la première fois remis en cause, en particulier par les impérialismes montants (Allemagne et Japon). Mais les USA sont tout de même sortis vainqueurs de ce premier affrontement avec leurs concurrents, comme les principales mesures économiques prises récemment le démontrent de façon suffisante. La Communauté Européenne comme bloc uni et compact n'est visiblement pas pour demain, et une zone de libre-échange économique n'est rien, (elle a d'ailleurs largement profité aux USA pour l'instant), sans une communauté politique et surtout militaire. Or dans ce domaine, on connait la dépendance de l'Europe à l'égard des USA, et les récen-

(Suite page 4)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(suivie d'une discussion)

VENDREDI 21 AVRIL, à 20 h. 45

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry — PARIS (Xe)

(Métro République)

L'antifascisme démocratique : un mot d'ordre anti-prolétarien qui a déjà fait ses preuves

« Lutte ouvrière » : culte de l'organisation, mépris du programme

(SUITE DU PRECEDENT NUMERO)

Emotions théoriques du petit commerce

Toujours dans le même numéro de " Lutte Ouvrière ", pris comme échantillon, on trouve à la rubrique « Commerce » ce titre à sensation : « Les grandes surfaces, un progrès ? » Tout d'abord l'auteur s'indigne que certains membres de la C.F.D.T. aient cru devoir manifester pour l'installation d'un supermarché, parce que « les supermarchés, c'est moins cher ». Il faut reconnaître que c'est tout à son honneur. En régime capitaliste, le bon marché des produits entrant dans la reproduction de la force de travail n'a pour effet que de diminuer la valeur de celle-ci et tend donc à faire baisser son prix.

La C.F.D.T. ferait donc mieux d'organiser des grèves pour résister à la dégradation des salaires et pour les augmenter que de vanter démagogiquement... les " grandes surfaces ". Hélas, notre journaliste trotskyste ne le dit pas. L'a-t-il seulement compris ? On peut en douter puisque " Lutte Ouvrière " réclame « la carte de transport gratuite pour les usagers des transports en commun », revendication qui tombe sous le coup de la même critique que « vivent les grandes surfaces plus économiques ! »

Comparant grandes surfaces et petit commerce, notre " radical " constate avec mélancolie : « Intégrés dans un système de production et de distribution qui ne cherche que le profit maximum, les petits commerçants ne peuvent que... subir la dégradation générale de la qualité des produits. Mais il est bien difficile de considérer cette tendance générale comme l'expression même du progrès ».

" Lutte Ouvrière " qui, comme on voit, a gobé l'ineptie stalinienne du « profit maximum », admet donc très timidement cette thèse marxiste fondamentale que « le progrès capitaliste n'est pas un progrès pour l'espèce », mais fournit seulement les éléments d'un tel progrès dans la mesure où d'une part il augmente la productivité du travail et surtout il crée d'autre part « ses propres fossoyeurs », le prolétariat révolutionnaire. Bien convaincue de la supériorité du petit commerçant sur les grandes surfaces du point de vue du travail bien fait, cheval de bataille du socialisme petit-bourgeois, elle renonce de justesse à l'apologie du petit commerce et seulement parce que l'évidente impuissance de celui-ci à résister au grand commerce capitaliste l'y contraint.

Par contre, quand elle aborde les revendications des petits commerçants, elle ne peut dissimuler davantage son émotion devant les « méfaits » de la concentration du Capital qui jette les petits-bourgeois impuissants dans le prolétariat. Au lieu de se réjouir de ce processus douloureux, mais révolutionnaire puisqu'il augmente le nombre des « fossoyeurs » potentiels du capital, elle pleurniche : « Ces revendications se résument à une seule : pouvoir vivre du travail qu'ils fournissent et dont ils estiment à juste raison qu'il est, quoi qu'on en dise, socialement utile ».

C'est en trop ! Seuls des réactionnaires au sens propre peuvent ne pas voir que la petite entreprise, qu'elle soit industrielle, agricole ou commerciale, constitue un gaspillage barbare du travail humain dès que des formes plus évoluées, fussent-elles capitalistes, ont fait leur apparition.

Les marxistes, qui l'ont hautement proclamé, n'ont jamais dit aux petits-bourgeois menacés de ruine par la concurrence des grands : « Puisque vous êtes devenus socialement inutiles, crevez et taisez-vous ! » Ce langage cynique est celui du Capital qui le tiendrait volontiers aussi aux chômeurs prolétariens, s'il osait. Les marxistes ont par contre toujours montré aux petits-bourgeois en passe de tomber dans le prolétariat qu'ils devaient renoncer à défendre leurs intérêts actuels pour défendre leurs intérêts futurs, c'est-à-dire renoncer à la défense réactionnaire de la petite propriété contre le développement capitaliste pour adhérer aux revendication révolutionnaires et socialistes de la classe salariée.

" Lutte Ouvrière ", elle, considère que le petit-bourgeois est « socialement utile », ce qui revient à faire l'apologie de la petite entreprise. Elle considère sa prolétarisation non comme une émancipation des chaînes réactionnaires de la propriété, mais comme la mort tout court, ce qui revient à identifier la vie avec la propriété ! " Lutte Ouvrière " aura beau ajouter : « Même s'ils ne peuvent approuver toutes les revendications des commerçants, les travailleurs ne peuvent qu'être à leurs côtés dans leur lutte commune contre le système dont ils sont les victimes communes », ces restrictions sont trop misérables et arrivent trop tard pour cacher la vérité : Lutte Ouvrière adhère du fond du cœur au programme de « lutte de la population laborieuse contre les monopoles », parce qu'elle voit dans le prolétariat non pas la classe révolutionnaire, mais « la victime » du capital. Or ce programme, cette vision foncièrement petits-bourgeois sont précisément ceux du P. C. F. !

Quand « Liberté, liberté chérie » remplace « Terrorisme et communisme »

Les exploits de nos trotskystes bien organisés ne se limitent pas au réformisme et à l'anti-monopolisme : dans le même numéro du journal, il y ajoutent encore le libéralisme.

Nous, communistes, nous avons toujours combattu ce monstre bourgeois à trois têtes (liberté, égalité, fraternité) qu'est le démocratisme. Lénine, restaurateur du communisme contre la déviation social-démorate, rappelait avec vigueur l'origine bourgeoise de l'idée de liberté, et toutes les horreurs perpétrées par le régime de Staline qui invoquait non la « liberté », mais le marxisme, ont été et restent impuissantes à nous faire renier son audacieuse critique : « La liberté est un grand mot, mais c'est sous le drapeau de la liberté qu'ont été menées les pires guerres de brigandage; c'est sous le drapeau de la liberté du travail qu'on a spolié les travailleurs ».

Lutte Ouvrière n'a pas besoin de prêcher la « liberté de critique » à l'égard de ces principes du programme communiste : elle se contente de les ignorer. Parlant de « gouvernement ouvrier » pour éviter le terme trop brutal de « dictature du prolétariat », tout comme la IIIe Internationale en voie de dégénérescence opportuniste, elle revendique « la liberté de la presse » sous ce régime. Pour les communistes, il existe des classes en lutte, l'une pour la défense du capitalisme sous le prétexte de défense de la liberté, l'autre pour son émancipation par le socialisme. Pour les libéraux, il n'existe plus que des «personnes» ayant des « opinions » et qui « choisissent » les solutions les plus rationnelles dans l'abstrait à la suite de « libres débats ». Lutte Ouvrière ne se range donc pas dans le camp communiste, mais dans le camp libéral quand elle écrit : « La liberté de la presse, c'est la possibilité de voir toutes les opinions, tous les courants de pensée, de s'exprimer, d'être connus » ou encore « ce n'est que dans la confrontation des idées dans le libre débat que les hommes pourront choisir en connaissance de cause entre les diverses possibilités qui s'offrent à eux ». Lénine, lui, disait justement : « ...Le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste ? Il n'y a pas de milieu » (" Que faire ? ")

La réaction social-démocrate du Trotsky de 1936 aux excès du stalinisme (" **La Révolution trahie** ") a fait totalement oublier ces principes à sa malheureuse disciple " Lutte Ouvrière " qui, toujours dans le numéro échantillon s'écrie : « C'est pourquoi ce n'est pas seulement par principe moral (?) que les socialistes, après la révolution, prendront des mesures en faveur de la liberté totale de la presse, mais surtout parce qu'ils savent que l'avenir en dépendra. Ils ont une telle confiance en leurs idées et en la valeur des hommes qu'ils ressentent comme une absolue nécessité, comme un gage de victoire le fait que tout groupe d'hommes représentant un courant d'idées puisse les exprimer librement et les faire connaître ». C'est du pur Gandhi !

Que Messieurs les trotskystes écoutent donc les leçons que Trotsky tirait des deux plus grandes luttes prolétariennes de l'Histoire : la Commune et Octobre, dans sa polémique de " Terrorisme et Communisme " contre le libéral Kautsky : « Les pharisiens de la démocratie parlent avec indignation des répressions exercées par le pouvoir soviétique, de la fermeture des journaux, etc. Marx réplique " aux basses invectives des laquais de la presse " au sujet des répressions exercées par la Commune par ces paroles : " Ne se contentant pas de mener ouvertement une guerre sanglante contre Paris, les Varseillais s'efforçaient de pénétrer dans la cité par la corruption et les complots. La Commune pouvait-elle, en un pareil moment, sans trahir de la manière la plus ignominieuse sa mission, observer les formes constitutionnelles du libéralisme, comme si la paix autour d'elle n'avait jamais été troublée ? ". Ainsi, ce que Kautsky exige au nom des principes les plus sacrés de la démocratie, Marx le dénonce comme une ignominieuse trahison. »

En 1972, ces trotskystes dégénérés nous resservent des mensonges à la Kautsky, depuis la liberté de la presse jusqu'à la « pluralité des partis », et ils ne soufflent plus mot de la « dictature du prolétariat » : s'imagineraient-ils que la bourgeoisie impérialiste d'aujourd'hui sera plus facile à vaincre et à mater que celle de 1871 ou de 1917 ? Ils se disent marxistes, et ils ne voient pas ce qui crève les yeux de tout homme tant soit peu sensé : c'est exactement le contraire qui est vrai !

***

Réformes, anti-monopolisme, liberté : tel est le bilan politique de la maladie ouvriériste-organisative. Il est sombre. " Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ", disait Lénine. Quant à notre Parti, partisan farouche de l'organisation de parti la plus centralisée, mais refusant l'organisation pour l'organisation et, pis encore, l'organisation déliée des principes, il a formulé plus laconiquement encore la position marxiste de toujours en disant : " La base du Parti est la théorie ".

LE P. C. F. ET L'IMMIGRATION

Aujourd'hui la bourgeoisie et l'opportunisme sonnent hypocritement l'alarme sur le sort des travailleurs immigrés, la bourgeoisie pour congédier lors de ses difficultés économiques ceux qu'elle a surexploités sauvagement, l'opportunisme pour décapiter la crise sociale et préserver l'ordre, en opposant les travailleurs français qu'elle lie à l'intérêt national poursuivant là son travail de démantellement du prolétariat international.

Au soi-disant problème actuel des travailleurs immigrés que discutent l'opportunisme et la bourgeoisie, nous opposons une actualité vieille d'il y a plus d'un siècle :

Les ouvriers n'ont pas de patrie, ni rien à perdre que leurs chaînes. C'est ce cri de guerre que travailleurs immigrés et autochtones doivent lancer contre la bourgeoisie et son Etat. Immigré du non, le travailleur n'est rien d'autre qu'une vulgaire marchandise soumise aux lois et besoins du capital, et qu'il ait pour garde-chiourme l'Etat dans lequel il a vu le jour ou celui d'à côté plus affamé de force de travail n'y changera rien.

La seule issue est de rompre avec les lois du capital par la destruction violente de sa machine d'oppression : l'Etat bourgeois.

Le développement du capitalisme est indissolublement lié à la formation d'un marché libre de la force de travail des sans réserves.

" La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre et libre à un double point de vue. Premièrement, le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail, comme de sa marchandise à lui ; secondement, il doit n'avoir d'autre marchandise à vendre ; être pour ainsi dire, libre de tout ". (" Le Capital ", livre 1, vol. 1, page 172),

En brisant les vieilles structures politiques et organisationnelles de la société féodale, la bourgeoisie a " libéré " le serf pour en faire un salarié ; puis elle a exproprié les paysans en les rejetant vers les villes, provoquant cette première forme d'immigration avec l'alternative : le " libre " choix entre mourir de faim ou faire de soi un esclave salarié avec la perspective de la pendaison ou du bagne pour les rebelles. Déplaçant selon les lois de l'offre et de la demande la marchandise " force de travail " des zones sous - développées vers celles fortement industrialisées, assujettissant et massacrant des populations et des continents entiers, le capitalisme a détruit jusqu'aux formes de productions primitives comme en Afrique, pour puiser à sa guise dans ces masses misérables réduites au stade de vulgaires matières premières n'ayant d'autre choix que d'aller se transformer en prolétaires dans les pays qui regorgent de capital.

De même cette circulation de la marchandise force de travail se fait de branches de l'industrie en décadence vers celles qui se gonflent, amenant des déplacements de travailleurs dans un même pays (voir la fermeture des mines de Lorraine et la mise en place du complexe de Fos). Tous ces aspects expriment le même caractère universel : " Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché " (" Le Manifeste ", Karl Marx).

Voilà la source de l'immigration. Elle n'est donc que la conséquence nécessaire et irréductible du salariat.

C'est cette concurrence que la bourgeoisie cherche à augmenter et l'opportunisme à entretenir en avançant et défendant l'intérêt national, subordonnant ainsi les intérêts immédiats du prolétariat ouvertement à ceux de la bourgeoisie, enfermant le prolétariat derrière les étroits barreaux du nationalisme.

Pourtant le développement du capitalisme se fait toujours plus vers une concentration du capital, par la faillite des petites entreprises, la liquidation des branches en régression, l'augmentation de la productivité. Il mécanise toujours plus le travail, déqualifiant ainsi la main-d'œuvre, autant de processus qui aboutissent à lancer sur le marché de la force de travail, avec l'apport des nouvelles générations, de nouveaux postulants à l'esclavage salarié : surproduction de bras parallèlement à la surproduction de capital, porte ouverte à la crise et au chômage. C'est cela le développement du capital, d'où les traîtres de tous poils voudraient qu'on attende le " bien-être ".

Mais en fait le cours du capital réalise objectivement les conditions de l'unification des prolétaires en uniformisant les conditions de la production et de l'exploitation, tout en l'étendant au monde entier, mais aussi en concentrant toujours plus les ouvriers dans une armée internationale des prolétaires.

" Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réacionnaires, elle a enlevé à l'indusrie sa base naionale. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit " (Marx : " Le Manifeste de 1848 ").

C'est la même réalité, encore plus criante aujourd'hui, des trusts internationaux. Citroën et Fiat n'en sont qu'une pâle illustration. Mais si la bourgeoisie " internationalise " en dépit des frontières nationales toujours plus les conditions de l'exloitation, unifiant les intérêts du prolétariat sur une échelle plus vaste, elle reste elle-même contrainte pour assurer sa domination de classe à développer le capital dans l'anarchie de la concurrence effrénée du marché mondial au travers des limites de l'Etat, de l'entreprise, amenant la " révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et de sa domination ".

Par cette concentration du prolétariat, par la socialisation grandissante du travail, le capitalisme met à l'ordre du jour le communisme et engendre devant lui l'armée internationale des prolétaires qui devra l'abattre.

Ainsi le phénomène de l'immigration n'est pas comme le prétend le P.C.F. un processus lié à la volonté du pouvoir et dû à sa " mauvaise politique ": " En effet, il existe toute une littérature qui s'ingénie à présenter l'immigration comme étant nécessaire dans le développement économique de notre pays " (Cahier du Communisme ", mars 1969).

Le P. C. F. est donc utopique et réactionnaire. Utopique, il voudrait un capital sans cette circulation de la force de travail, niant les lois du marché, faisant de l'immigration une mauvaise politique, comme s'il pouvait y en avoir une bonne. Ce qu'il veut, c'est non pas abolir l'exploitation, mais la rendre plus supportable, c'est-à-dire compatible avec l'ordre bourgeois ; en effet, il appelle à " livrer le combat pour que soit mis effectivement fin à la surexploitation *dont sont particulièrement victimes les travailleurs immigrés qui font partie intégrante de la classe ouvrière ", leur réservant ainsi ce qu'il promet à " sa " classe* **ouvrière.**

« La situation de l'immigré sous le régime du pouvoir per-

(Suite en page 4)

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

" LE PROLETAIRE "
B. P. 375
13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Cours de l'impérialisme mondial

SUITE DU PRECEDENT NUMERO

Perspectives du capitalisme mondial

De l'aveu même des spécialistes et futurologues entretenus pour chanter en toutes circonstances la prospérité bourgeoise, les perspectives du capitalisme mondial pour les prochaines années ne s'annoncent guère brillantes.

Selon les prévisions du GATT, le commerce mondial ne devrait augmenter, dans l'hypothèse la plus faforable, que de 5 % en 1972, soit un taux de croissance égal au mieux à celui de 1971, et inférieur d'environ 50 % au taux moyen de la décennie 1960-70, qui a été de l'ordre de 7,5 %. Si cette prévision se vérifie, il n'est pas difficile d'en déduire à l'avance les tendances inéluctables de l'économie bourgeoise : exacerbation de la concurrence, ralentissement du rythme d'accumulation du capital, remplacement des ouvriers par les machines pour améliorer la productivité du travail, augmentation du chômage, protectionnisme et formation de cartels, accroissement des exportations de capital, et nouveaux affrontements interimpérialistes.

L'expérience historique de plus d'un siècle a déjà démontré que toutes ces tendances découlent du mécanisme même des rapports de production bourgeois, et qu'aucune politique économique « de droite » ou « de gauche » ne peut en enrayer le développement inexorable. Chaque capital a beau espérer tirer son épingle du jeu au détriment des autres dans la guerre commerciale : la myopie de la sordide société bourgeoise lui interdit de comprendre que le salut individuel est **impossible** en raison du caractère **mondial** du marché capitaliste.

Un exemple simple suffira à le montrer : supposons que les principaux concurrents de l'Allemagne arrivent à rafler à celle-ci un nombre important de marchés extérieurs, le ralentissement du rythme d'accumulation du capital allemand qui s'ensuivra provoquera une chute des importations allemandes, qui proviennent en particulier des concurrents victorieux ; ces derniers n'auront finalement gagné d'un côté que pour reperdre de l'autre.

Ce simple exemple permet de juger le misérable programme de « défense de l'économie nationale mal gérée par la bourgeoisie » proposé dans tous les pays à la classe ouvrière par les partis nationaux-communistes. Défendre l'économie nationale quand la concurrence fait rage, c'est exporter toujours plus, prendre des marchés au voisin et réduire au chômage les prolétaires des autres pays ; outre son caractère grossièrement bourgeois et réactionnaire, un tel programme est complètement **illusoire : aucune** économie nationale ne peut échapper à la montée d'une crise **mondiale.**

Le cynisme des statisticiens bourgeois qui prévoient dans tous les pays l'augmentation du chômage parallèlement à l'accroissement de la productivité, est infiniment plus proche de la vérité que les illusions répandues par les contre-révolutionnaires professionnels qui veulent faire croire à la possibilité d'éviter les méfaits du capitalisme sans toucher aux rapports de production bourgeois. Il montre que quelle que soit l'étiquette politique dont s'affublent les serviteurs du capital, ils ne pourront bientôt plus offrir qu'un seul **libre choix** « démocratique » aux prolétaires de tous les pays : préférez-vous être jetés à la rue par les marchandises de nos concurrents ou bien par les machines qui nous permettront de ruiner, en même temps que nos concurrents, vos frères de classe des autres pays ?

Protectionnisme et cartellisation

Tout en stimulant ses exportations, chaque Etat bourgeois s'efforce de se protéger dans toute la mesure permise par la réciprocité des échanges contre les exportations trop agressives de ses concurrents : investissements et licenciements « de productivité » vont donc de pair avec les mesures protectionnistes et avec les accords entre capitaux pour cartelliser certaines productions. Les mesures protectionnistes les plus voyantes, comme la surtaxe américaine de 10 % imitée par le Danemark, s'accompagnent d'une pression incessante que les capitaux menacés exercent sur leur Etat pour obtenir des protections localisées (par exemple la limitation des importations en provenance du Japon) dissimulées dans la jungle des règlements et des tarifs douaniers qui sont appliqués avec la dernière rigueur à la moindre aggravation de la concurrence.

En outre, les capitaux de certaines branches menacées par la surproduction ont déjà commencé, pour éviter une guerre commerciale ruineuse et maintenir les prix, à conclure des accords limitant et répartissant la production sur le plan international : dans **l'acier,** les maîtres de forges japonais ont formé un « cartel de récession » au Japon et limitent leurs exportations vers les U.S.A. et la C.E.E., cependant que les sidérurgistes européens se sont déjà entendus (officieusement, bien entendu) pour fixer des prix minimum et répartir des contingents par zone d'exportation ; dans la **chimie,** les principaux fabricants européens de fibres synthétiques, branche qui connaît une très forte surproduction, ont officiellement demandé à la C. E. E. l'autorisation de former un cartel européen ; dans les textiles et l'électronique, les fabricants japonais restreignent leurs exportations vers plusieurs pays développés pour ne pas « casser le marché ». Le patronat japonais, qui fait figure d'agresseur pour les capitaux occidentaux, vient de faire à ses principaux concurrents des propositions tendant à instituer sous le nom de **« marketing ordonné »** — lisez : partage des marchés entre les principaux concurrents impérialistes — des cartels à l'échelle de la planète.

La cartellisation de la production peut-elle donc apporter une solution aux contradictions du capitalisme et éviter les affrontements ? L'histoire d'un siècle de capitalisme a déjà montré que non. La formation de cartels entre les principaux producteurs, même si elle peut réussir provisoirement et localement, ne fait que déplacer le terrain de bataille entre les impérialismes.

Instituer un cartel, c'est en effet avant tout **limiter la production** au niveau acceptable pour le marché, en faisant tourner les usines bien au-dessous de leur capacité de production, de manière à éviter la guerre des prix qui ferait tomber les profits du capital. La réussite d'un cartel suppose donc que tous les producteurs importants en fassent partie et qu'aucun capital ne vienne jouer les trouble-fête en enfreignant la discipline : une telle hypothèse est rendue de plus en plus aléatoire par le développement du capitalisme à l'échelle du globe et la multiplication de centres autonomes d'accumulation du capital.

Mais à supposer même que les capitaux concurrents parviennent à s'entendre dans quelques branches, le problème de la surproduction de capital ne sera pas résolu pour autant : les capitaux qui ne seront plus investis dans les branches cartellisées en raison de la limitation de la production chercheront à fructifier ailleurs : ils devront donc s'investir dans d'autres branches, propageant la surproduction de branche en branche, ou bien s'expatrier, augmentant ainsi le flux des exportations de capitaux.

En définitive, avec ou sans cartels, le ralentissement du rythme d'accumulation imposé par le manque de débouchés ne laisse aux Etats impérialistes qu'une issue : exporter toujours plus de capitaux. Un nouveau terrain d'affrontement se constitue ainsi à côté de celui de la guerre commerciale : celui des rivalités interimpérialistes pour la constitution de zones d'influence.

L'ouverture à l'Est

Avant d'analyser les conséquences d'une telle tendance, il convient d'examiner les perspectives offertes par l'ouverture des marchés de l'Est, sur laquelle les bourgeoisies occidentales ont fondé les plus grands espoirs. La question est cruciale pour l'avenir à court terme d'une société bourgeoise engorgée par la surproduction de capital. L'ouverture de nouveaux marchés a en effet toujours été dans l'histoire à l'origine d'une prospérité capitaliste ; celle des immenses marchés de l'Est signifierait pour les impérialismes occidentaux la possibilité d'un nouveau **répit** devant l'étouffement de capital et de marchandises qui les conduit à la crise généralisée.

Si l'on s'en tient aux faits et aux chiffres, force est de constater que **jusqu'à présent** l'ouverture de la soupape occidentale en direction de l'Est s'est faite beaucoup plus lentement que ne l'avaient espéré les capitalistes occidentaux (le capital allemand surtout), et qu'elle n'a pu en particulier éviter le ralentissement du commerce mondial. Bien qu'en augmentation régulière globalement et pour la plupart des pays pris isolément, les exportations vers les pays " socialistes " ne représentent, en pourcentage, qu'une part très faible, et qui n'a pas tendance à augmenter, des exportations totales des pays développés : 3,9 % en 1968, 3,7 % en 1969, 3,8 % en 1970, moins de 3,5 % en 1971.

Comment expliquer la modestie de ces chiffres ? L'obstacle essentiel à l'ouverture généralisée du « rideau de fer » aux marchandises occidentales réside dans la relative faiblesse de l'économie russe (le même raisonnement vaut pour la plupart des « démocraties populaires », et a fortiori pour la Chine, beaucoup moins développée que la Russie). Pour importer les biens d'équipement qui leur manquent cruellement, les pays de l'Est doivent les payer. non dans leurs monnaies nationales qui n'ont aucune valeur au-delà de leurs frontières respectives, mais dans des monnaies reconnues par la pratique capitaliste comme monnaies mondiales (or et dollar) ou semi-mondiales (sterling, franc, mark et yen) ; ils ne peuvent se procurer ces monnaies (mis à part la production d'or, forcément limitée) que grâce à leurs **exportations** vers les pays occidentaux. Or le marché mondial est le plus implacable des juges du développement d'une économie : les produits industriels russes se vendent mal car ils sont encore en général loin d'être **compétitifs,** c'est-à-dire que leur niveau technologique et leur qualité (nous laissons de côté les prix car les capitalismes orientaux ont toujours systématiquement pratiqué le dumping) sont généralement inférieurs à ceux des produits industriels occidentaux comparables.

Cette situation pourrait changer prochainement dans un nombre très limité de branches produisant des produits finis (aviation, automobile) où le capital russe prépare une offensive commerciale... du plus pur style bourgeois qui accentuera sans doute les difficultés de ces branches en Occident, en y jetant des prolétaires à la rue pour mieux défendre la « patrie du socialisme ».

Mais la principale ressource de l'U.R.S.S. pour se procurer des biens d'équipement occidentaux demeure la vente (ou l'échange) des matières premières dont elle est fabuleusement riche : en 1968, 85 % des exportations soviétiques vers les pays capitalistes développés étaient constituées de matières premières. Un tel système d'échange comble d'aise les capitalistes occidentaux à qui il permet de combattre les prétentions des producteurs de matières premières du Tiers-Monde en les mettant en concurrence avec la Russie « socialiste » ; mais son échelle est encore trop limitée pour procurer à l'U.R.S.S. toutes les devises fortes dont elle a besoin.

Les aveux du capitalisme russe

La lenteur de l' « ouverture à l'Est » est donc l'aveu objectif de la faiblesse économique des pays « socialistes ». C'est donc aussi sur le plan politique la déroute complète de toutes les théories que l'opportunisme stalinien a bâties autour du faux « socialisme » russe. Que reste-t-il en effet de l'échafaudage de mensonges qui justifiait par la prochaine « victoire pacifique du système socialiste sur le système capitaliste par l'émulation économique et le commerce » tous les reniements du marxisme révolutionnaire, à commencer par la théorie du «socialisme dans un seul pays », jusqu'à la « coexistence pacifique » et aux « voies pacifiques et parlementaires au socialisme » ?

En fait de « victoire pacifique », la Russie quémande quotidiennement à ses rivaux plus développés les moyens de son développement économique, c'est-à-dire les biens de production technologiquement avancés qu'elle-même est incapable de produire : ordinateurs anglais et américains, machines-outils américaines et allemandes, engineering allemand, japonais, italien, français, usines chimiques, sucrières et automobiles entières, etc... Par un cruel symbole les derniers achats soviétiques aux U.S.A., connus au moment même où le secrétaire d'Etat U.S. au Commerce allait à Moscou préparer de nouveaux carnets de commande, portaient à la fois sur des ordinateurs IBM, des machines-outils et du blé : la « patrie du socialisme » faisait ainsi l'aveu que dans l'industrie comme dans l'agriculture, elle n'est qu'une puissance économique de second ordre, tributaire pour son développement du géant impérialiste américain et de ses concurrents.

Puisque la faiblesse de l'économie russe (a fortiori de l'économie chinoise) ne permet pas le développement généralisé d'échanges avec l'Occident, l'ouverture sur une large échelle des marchés de l'Est aux **marchandises** occidentales est en définitive subordonnée à leur ouverture aux **capitaux** occidentaux: seuls de très importants prêts, crédits à l'exportation ou investissements directs peuvent en effet permettre de financer l'importation par les Etats " socialistes " des énormes quantités de biens d'équipement nécessaires à la construction des économies nationales qu'ils ambitionnent.

Les retrouvailles du capital occidental et des prolétaires d'Orient

Cette ouverture des pays de l'Est au capital occidental a en fait déjà commencé, mais sur une échelle encore minime dans l'ensemble et de manière inégale selon les pays. La Yougoslavie, qui " bénéficie " depuis longtemps de prêts américains, est la tête de pont du capital occidental (essentiellement américain, allemand et italien) qui y investit directement depuis plusieurs années, en particulier dans l'industrie automobile, et en rapatrie des biens semi-finis et des bénéfices produits tous deux par une main-d'œuvre abondante et à bon marché ; depuis la fin de 1971, elle autorise le capital américain à détenir des participations **majoritaires** dans les entreprises yougoslaves, ce qui lui a valu de recevoir en récompense un prêt de 100 millions de dollars d'un consortium international dirigé par trois banques U.S., le prêt le plus important en eurodollars accordé à ce jour à un pays de l'Est.

La Roumanie autorise depuis un an le capital occidental à s'investir directement et à rapatrier des bénéfices, mais sans encore être majoritaire ; elle cherche à attirer le capital U.S., qui l'a autorisée depuis décembre 1971 à bénéficier des crédits de l'Import--Export Bank, réservés jusque là à la seule Yougoslavie ; avec le capital français, elle a d'autre part récemment constitué une " Banque franco-roumaine ".

La Hongrie autorise également depuis moins d'un an les investissements directs minoritaires et le rapatriement des bénéfices ; elle a commencé dès 1967 à emprunter discrètement sur le marché londonien de l'eurodollar, où la Banque Nationale de Hongrie a réuni en 1971 75 millions de dollars. Les trois autres « démocraties populaires » : Pologne, Tchécoslovaquie et Allemagne de l'Est ne semblent « bénéficier » jusqu'à présent que de crédits à l'exportation et de petits prêts divers. Quant à la Russie, qui reçoit depuis longtemps des crédits à l'exportation de ses fournisseurs occidentaux, elle vient au début de 1972 de faire ses deux premiers emprunts en eurodollars (l'un à Londres, l'autre à Paris) par l'intermédiaire de la Banque pour la Coopération économique du Comecon, pour un total de 120 millions de dollars.

L'Etat russe négocie d'autre part depuis un certain temps l'investissement de gros capitaux américains, anglais, français, japonais, dans l'exploitation de ses gigantesques ressources sibériennes : gaz, charbon, fer, nickel et cuivre. Mais si tous ces faits montrent que le « communisme » à la sauce moscovite... est un bon placement pour les banques occidentales, la masse des capitaux engagés jusqu'à présent par les impérialismes occidentaux est encore minime en comparaison des potentialités offertes.

Le capital occidental ne demande objectivement qu'à revenir en force fructifier dans ces contrées d'où il a été chassé il y a un demi ou un quart de siècle. Mais les Etats nationaux russe et chinois sont-ils prêts, en échange du développement economique auquel ils aspirent si ardemment, à offrir leur prolétariat à l'exploitation directe ou indirecte des impérialismes occidentaux, et à abandonner à ceux-ci une part de leur plus-value pour prix de leurs services ? Sur le plan strictement économique, les intérêts des impérialismes occidentaux qui croulent sous le capital et peuvent trouver à l'Est des marchés nationaux déjà constitués et dotés, à la différence des pays sous-développés, d'une solide infrastructure, convergent avec les intérêts des Etats orientaux qui manquent de capital.

L'importance des intérêts en jeu est cependant telle que la réponse à cette question ne peut être purement économique, mais est subordonnée aux rapports de force et aux alliances politiques, voire militaires, des divers protagonistes en présence. Il faudra attendre les suites des voyages de Nixon à Pékin, puis à Moscou, pour savoir si les capitaux occidentaux, et essentiellement le capital américain, seront en mesure de fêter bientôt leur plus grande victoire depuis un quart de siècle : leurs retrouvailles avec les paysans et prolétaires russes et chinois.

La question est, pour nous marxistes, loin d'être académique : si ces retrouvailles historiques ont lieu, peut-être retarderont-elles l'heure de la crise capitaliste ; mais elles ne pourront que hâter d'autres retrouvailles, autrement lourdes de conséquences : celles des prolétariats orientaux avec le marxisme révolutionnaire. En liant définitivement la situation matérielle des prolétaires d'Orient au marché mondial, elles lieront définitivement leur sort politique à celui du prolétariat international et donneront au prochain assaut révolutionnaire une ampleur sans précédent.

L'Allemagne, talon d'Achille du capitalisme mondial

Le retour du prolétariat sur la scène historique est préparé par les nouvelles convulsions que le développement des tendances immanentes du capital doit inéluctablement engendrer au sein de la société bourgeoise. Vingt-cinq ans d'accumulation capitaliste ont recréé deux énormes puissances industrielles et financières qui avaient été détruites: le Japon et l'Allemagne. Géants économiques, mais jusqu'ici nains politiques et militaires sous la tutelle du super-impérialisme américain, ces deux impérialismes **en crise de croissance** doivent inévitablement bouleverser tôt ou tard l'ordre capitaliste existant, le premier parce qu'atteignant bientôt sa maturité il devra se tailler sa place au soleil, le second parce que les rapports de force mondiaux excluent pour le moment qu'il puisse atteindre son plein épanouissement impérialiste.

L'énorme puissance économique japonaise devrait trouver sur le plan économique dans l'Asie du Sud-Est un déversoir et une zone d'influence pour ses marchandises, sa monnaie, ses capitaux. Sur le plan politique, l'Etat japonais va bientôt atteindre sa majorité après une longue tutelle américaine, et commence à négocier lui-même ses alliances, en particulier avec l'Etat russe. Sur le plan des armes enfin, le Japon a déjà commencé à se doter de la puissance militaire qui est l'indispensable at-

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- **A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12e). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.**
- **A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du " Prolétaire ", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4e étage).**

CRETINISME DEMOCRATIQUE

« Les principes démocratiques, souveraineté du peuple, suffrage universel, libertés (lui) apparaissent dans l'auréole du devoir moral. Ils se dissocient de leur contenu historique et, considérés dans leur nature abstraite, apparaissent invariables et sacrés. Ce péché métaphysique n'est pas le fait du hasard. Feu Plékhanov, après avoir été, dans les meilleures époques de sa vie, l'adversaire irréductible du kantisme, tenta lui aussi vers la fin de ses jours, alors que l'emportait la rafale de patriotisme, de s'accrocher au fétu de paille de l'impératif catégorique ; et c'est bien caractéristique... »

C'est par ces mots que Trotsky justigeait l'opportunisme de Kautsky dans " Terrorisme et Communisme ".

Dans un tract lancé à l'occasion de l'interdiction signifiée à des membres de l'I. R. A. de prendre la parole lors d'un meeting organisé par la Ligue révolutionnaire des travailleurs (Section belge de la IVe Internationale), cette dernière nous offre un bel échantillon d'opportunisme digne du même Kautsky. On reproche d'abord à Vranckx, le ministre (socialiste) qui a interdit le meeting, les restrictions d'ordre général apportées à la liberté d'expression des étrangers en Belgique par la loi de décembre 1970, et puis tout récemment les mesures citées ici à l'encontre des membres de l'armée clandestine irlandaise.

Voici ce que l'on peut lire sur le tract en question : « Le droit d'expression... doit être un droit inaliénable ». On voit que « l'auréole entourant le devoir moral » n'a pas pâli pour les émules du pauvre Trotsky, et qu'elle les éblouit complètement.

Les méthodes employées par les troupes anglaises sont les méthodes politiques de l'impérialisme et sont adaptées aux buts de celui-ci, et non comme veut le faire croire la L. R. T., celles utilisés dans un soi-disant besoin d'imitation (les méthodes dignes de celles des Américains en Indochine).

Ce n'est pas non plus pour suivre les mauvais exemples venus de haut que Vranckx met en place un arsenal législatif répressif à l'égard des étrangers, mais bien pour conjurer la crise et les réactions violentes qui doivent en résulter. Quoi de plus normal alors, de la part du ministre et de tous ses semblables, que de s'en prendre aux ouvriers étrangers d'abord, les plus exploités par le capital ?

Vranckx consacre juridiquement la concurrence des ouvriers entre eux et la division qui en résulte.

Cette division qui va parfois jusqu'à prendre les formes de la xénophobie dans la conscience ouvrière en période de contre-révolution est exploitée impunément par les hommes politiques du capital qui savent, eux, en quels temps ils vivent, contrairement aux gens de la Ligue qui ne savent que... s'indigner.

Que signifie alors cet appel aux droits démocratiques ? Laissons encore répondre Trotsky : « La doctrine de la démocratie formelle n'est pas constituée par le socialisme scientifique, mais par le droit naturel. L'essence du droit naturel réside dans la reconnaisance des normes juridiques éternelles et invariables qui trouvent aux différentes époques et chez les différents peuples des expressions plus ou moins restreintes. »

« Le droit naturel de l'histoire moderne, continue Trotsky, *tel que l'a produit le moyen-âge, comportait avant tout une protestation contre les privilèges des castes, contre les abus sanctionnés par la législation du despotisme et contre d'autres produits " artificiels " du droit positif féodal. L'idéologie du Tiers-Etat, encore trop faible, exprimait son intérêt propre au moyen de quelques normes idéales qui devaient devenir par la suite l'enseignement de la démocratie ; les hommes ont le droit d'exprimer leur pensée par la parole et par l'écrit ; emblèmes de combat contre le féodalisme, les revendications de la démocratie marquaient un progrès. MAIS PLUS NOUS ALLONS ENSUITE et plus la métaphysique du droit naturel (théorie de la démocratie formelle) fait valoir son aspect réactionnaire : et c'est le contrôle d'une norme idéale sur les exigences réelles des masses ouvrières et des partis révolutionnaires ».*

Tout marxiste sait ces choses mais les gens de la Ligue ne le savent pas.

Où sont les positions de classe de la Ligue ? Trotsky replace exactement la démocratie dans son cadre historique, la Ligue exige le respect des droits inaliénables : « Il faut organiser ensemble la riposte démocratique pour le droit à la parole » trouve la Ligue.

« Ensemble » ? Avec qui ?

Procédé classique des opportunistes, on fait allusion à une "Irlande unie des travailleurs", à la combativité des travailleurs anglais. On va même jusqu'à citer Marx : " Une nation qui en opprime une autre ne pourra jamais être libre elle-même ".

Mais que disait aussi le même Marx ?

« ...Il y a (en outre) des vérités éternelles telles que la liberté, la justice, etc., qui sont communes à toutes les conditions sociales. Or le communisme abolit les vérités éternelles; il abolit la religion, la morale, au lieu de leur donner une nouvelle forme ; *il contredit à toute l'évolution historique passée... ».*

Plus d'un siècle après le " Manifeste ", la Ligue mène le combat pour les traditions démocratiques et baigne dans la métaphysique et les droits éternels.

C'est toute la tradition de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier que veut perpétuer la Ligue ; c'est Bernstein, le père de l'opportunisme socialiste, qui niait l'opposition tranchée entre l'idéologie libérale et le socialisme, opposait le libéralisme pur, comme mouvement universel, au mouvement libéral, qui profite en premier lieu aux capitalistes. (En d'autres termes, le libéralisme soumis aux contingences terre-à-terre et capitalistes et le très saint libéralisme voguant dans les sphères du paradis platonicien).

« La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le système traditionnel de la propriété. Faut-il donc s'étonner qu'au cours de son développement elle rompe de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles ? »

La Ligue, qui hurle au sacrilège parce que la démocratie socialiste de Belgique foule aux pieds les saints principes, n'est pas communiste.

Le P.C.F. et l'immigration

(*Suite de la page 2*)

sonnel est d'autant plus révoltante qu'en permanence lui sont contestées les libertés syndicales et démocratiques». Voilà en peu de mot le programme de la démocratie avancéce, et la société dont rêve le P. C. F. : un prolétariat soumis à l'ordre bourgeois. Programme réactionnaire, car comme l'affirmait Marchais à Montreuil en 1969 :

« Nous condamnons la politique d'immigration du pouvoir », et il se lance dans des projets de lois, renforçant le contrôle à l'immigration, renforçant l'Etat et sa police contre cette force de travail non estampillée aux couleurs tricolores. Il veut laisser à la porte des prolétaires affamés, opposant les travailleurs français aux travailleurs immigrés sous le prétexte que ceux-ci vont venir troubler le petit paradis national que veut construire le P. C. F.

Voilà les perspectives chauvines et xénophobes de ces " internationalistes " dont l'internationalisme est, comme ils disent, " inséparable de l'intérêt national ", conforme à leur programme de trahison, pacifiste, démocratique et nationaliste.

L'immigration n'est donc ni un phénomène circonstanciel, ni national, ni le fait d'une mauvaise politique ou le fait du machiavélisme du pouvoir personnel ; mais il est lié au développement du capital.

Nous communistes, nous nous réjouissons au contraire du développement du capital. Il fait éclater le carcan national, engendre la circulation mondiale des travailleurs, uniformise leurs conditions et donne ainsi les bases matérielles à l'unification toujours plus vaste des prolétaires.

Mais dans cette société capitaliste, tout est marqué par l'anarchie fondamentale de ce mode de production ; il unifie mais n'abolit pas la concurrence, même chez les prolétaires au contraire.

L'abolition de cette concurrence, seul le Parti communiste mondial peut la réaliser, grâce à la dictature du prolétariat qui abolira le salariat.

« La propriété divise, et nous nous unissons. Nous unissons en nombre toujours croissant des millions de travailleurs dans le monde entier » (Lénine).

L'assassinat d'El Ferrol

(*Suite de la première page*)

exister un Etat de « tous », pour « tous », comme le staliniste Santiago Carrillo l'assure dans son livre « Nouvelles orientations des problèmes actuels ».

Dans la société capitaliste, seule la dictature du capital sur la classe ouvrière existe, et que cette dictature se manifeste d'une manière plus ou moins violente ne dépend pas de la forme démocratique ou fasciste, mais bien de la force révolutionnaire que la classe ouvrière donne à sa propre lutte pour se libérer du joug de la classe adverse. Dès que la classe ouvrière bouge, l'Etat intervient avec la violence nécessaire pour rétablir l'ordre bourgeois, sans se préoccuper qu'il y ait 900 députés dans le parlement espagnol ou un seul « Caudillo ».

Donc la seule réponse de classe aux assassins de Ferrol, Granata, Madrid, Catalogne, Biscaglia, etc... et de tous les prolétaires tombés dans le monde entier, est celle que le marxisme a donné il y a plus de cent ans, celle que le parti bolchevik a réaffirmé pendant la glorieuse révolution d'Octobre : l'Etat bourgeois, quelle que soit sa forme, représente la dictature du capital sur la classe ouvrière et par conséquent le prolétariat ne peut se libérer de cette exploitation capitaliste et des conditions bestiales auxquelles elle le réduit qu'en détruisant par la violence cet Etat et en instaurant son propre Etat de classe, violent et dictatorial contre la bourgeoisie et contre toutes les couches qui s'opposent à son affirmation comme classe dominante.

Mais pour que la classe ouvrière puisse accomplir cette mission historique, il est indispensable qu'elle rompe sans hésitations avec les partis opportunistes et traîtres ainsi qu'avec les groupes soi-disant ultra-gauchistes — ouvriéristes, immédiatistes, etc. — en les dénonçant comme des ennemis mille fois plus dangereux que la bourgeoisie, et que le prolétariat le plus conscient se regroupe autour de notre parti, le Parti Communiste International, pour organiser et diriger la violence prolétarienne contre la bourgeoisie. C'est seulement dans la mesure où le prolétariat s'orientera dans cette direction qu'il sera possible de répondre efficacement à la violence de l'Etat bourgeois en le détruisant une fois pour toutes.

Nos morts crient vengeance, mais la seule façon de les venger est la lutte violente, armée du prolétariat, dirigé par son Parti communiste mondial, contre le capital.

Prolétaires ! A la violence de la classe bourgeoise il faut répondre par la violence de la classe prolétarienne et non en invitant les ouvriers à continuer à produire tout en se mettant en deuil pour protester contre l'assassinat de leurs camarades, comme l'a fait la sangsue opportuniste à Ferrol. Il faut répondre par les armes contre les armes et non avec de répugnantes homélies comme celles écrites et lues par les prêtres et évêques dans toutes les églises diocésaines. Il faut répondre à la paix sociale, aux pactes et aux fornications avec la bourgeoisie, que combine l'abjecte et néfaste vermine opportuniste, par la lutte révolutionnaire de classe !

La Chine, la C. E. E. et l'impérialisme

(*Suite de la 1re page*)

tes « concessions américaines » ont été assorties d'une participation accrue des Etats européens aux frais d'entretien de la panoplie répressive du gendarme international.

Mais notre critique de fond ne portera pas sur ce point d'appréciation : les communistes n'ont pas à prendre la défense d'un camp impérialiste contre un autre. Nous ne luttons pas contre tel ou tel impérialisme, en soutenant, par habileté tactique, d'autres puissances qui n'aspirent qu'à prendre la place du lion US devenu vieux. En effet, nous savons pertinemment que l'impérialisme est un système international, et qu'il se combat en bloc. Nous soulignerons que les récents accords de Washington traduisent l'exacerbation de la concurrence internationale, processus prévu et analysé dès le *Manifeste Communiste*, et préludent à des crises et des bouleversements toujours plus profonds qui, partis du terrain de la lutte commerciale, seront résolus sur les champs de bataille, comme cela s'est déjà produit en 14 et 45, à moins que la révolution prolétarienne n'éclate avant. Cette intensification de la concurrence signifie exploitation accrue et chômage pour le prolétariat et la guerre économique actuelle crée les conditions objectives de la guerre de classe de demain. "Pékin-Information" le signale d'ailleurs au passage, mais son propos est visiblement ailleurs : « Le Marché Commun a été fondé en 1958 ; le capital monopoleur de l'Europe occidentale l'utilise, non seulement pour intensifier l'exploitation des travailleurs, mais aussi pour mieux entrer en concurrence avec les USA sur le plan économique ». Et bien sûr, ces révolutionnaires bourgeois prennent aussitôt parti pour cette courageuse lutte d'émancipation vis à vis des deux Grands. Voilà où l'on en arrive, à vouloir concilier intérêts nationaux et internationalisme prolétarien !

Face à ces manieurs hypocrites de rhétorique bourgeoise, éternels brouilleurs de cartes qui masquent sous des phrases « marxistes » leurs intérêts de marchands, nous jetterons le cri de guerre des communistes, vieux de plus d'un siècle et mille fois plus jeune que toutes ces vieilleries démocratiques : « Les prolétaires n'ont pas de patrie ».

Ces pourfendeurs de l'impérialisme sont bien contraints, dans la pratique, à lui apporter un appui considérable, parce que leur « lutte » est une lutte d'Etat nationaliste : en ouvrant leurs frontières, à moyen ou à long terme, au matériel et aux capitaux US, les maoïstes offrent un exutoire non négligeable aux crises de surproduction futures des géants impérialistes. Les Chinois adoptent, vis à vis des USA, la même politique, toutes proportions gardées, que l'URSS face au Japon. L'un comme l'autre sont obligés, pour activer leur capitalisme, et exploiter plus « rationnellement » leurs richesses nationales et leur prolétariat, de faire appel au potentiel technologique et bancaire des capitalismes plus développés. Voilà nos irréductibles anti-khrouchtcheviens d'hier, vantant à présent les mérites et les beautés de la « coexistence pacifique et du commerce à avantages réciproques » !

Sachons cependant gré à Mao et à sa clique du seul rôle révolutionnaire qu'ils jouent, bien malgré eux : celui de développer en même temps que leur capitalisme national, les bataillons de la future armée du prolétariat mondial, qui, ayant reconstitué le parti de classe, jettera bas cette société barbare de commerce et de démocratie.

Cours de l'impérialisme mondial

(*Suite de la page 3*)

tribut de tout impérialisme, et il continuera d'autant plus facilement à le faire que son tuteur américain, qui sent le besoin d'être en partie relayé dans le Sud-Est asiatique, lui a jusqu'ici tacitement donné carte blanche. L'impérialisme japonais devra donc atteindre dans la décennie à venir sa maturité, et l'on peut facilement en déduire que l'Asie n'a pas fini d'être un champ d'affrontement des Etats impérialistes.

La situation de l'Allemagne est entièrement différente. Enorme puissance capitaliste, sa zone d'expansion immédiate et d'influence économique traditionnelle (l'Europe centrale), est tout entière, à l'exception de la petite Autriche et de l'instable Yougoslavie, sous la coupe de l'impérialisme russe ; l'intervention en Tchécoslovaquie a montré que celui-ci n'était pas près de tolérer le passage de ses satellites dans l'orbite de l'impérialisme allemand. En outre, « l'ouverture à l'Est », dans l'espoir de laquelle a été signé le pacte germano-soviétique, est beaucoup plus lente que prévu, et ouverte... aux marchandises et capitaux américains et japonais dont la concurrence s'annonce très sévère.

L'Allemagne doit donc chercher à se constituer des zones d'influence économique plus lointaines : Espagne, Amérique latine, Afrique, ce qui est plus coûteux... et plus risqué. Sur le plan politique, l'Etat allemand a jusqu'ici toujours observé une stricte discipline par rapport à l'impérialisme américain. Sur le plan militaire enfin, un réarmement qui donnerait à l'Allemagne une puissance militaire autonome à la hauteur de sa puissance économique est très improbable : il se heurterait non seulement à l'opposition violente de l'impérialisme russe, mais aussi probablement à celle des impérialismes français et britannique qui se sont alliés deux fois en un demi-siècle pour écraser avec l'aide américaine l'Empire allemand.

L'Allemagne apparaît donc comme un impérialisme en pleine croissance que ses concurrents doivent essayer d'empêcher d'arriver à maturité et de se donner les moyens politiques et militaires de sa puissance économique. Si elle y arrive, ce ne pourra être qu'au prix de nouveaux bouleversements en Europe occidentale et orientale. Si elle n'y arrive pas, l'Allemagne sera la marmite sans soupape dans laquelle devraient se reconstituer simultanément les premiers ferments de la prochaine crise économique capitaliste, et la troupe de choc de la révolution mondiale : le glorieux prolétariat allemand.

Puisse l'explosion de cette marmite embraser enfin l'entière société bourgeoise et déclencher la lutte finale que communistes et prolétaires appellent de leurs vœux !

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (Xe) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.